Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

116 | 2009

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses
(2007-2008)

Histoire et sociologie des protestantismes

Jean-Paul Willaime

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/526>

DOI : 10.4000/asr.526

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2009

Pagination : 289-294

ISBN : 978-2-909036-36-6

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Jean-Paul Willaime, « Histoire et sociologie des protestantismes », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 116 | 2009, mis en ligne le 26 novembre 2009, consulté le 10 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/526> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.526>

Tous droits réservés : EPHE

Histoire et sociologie des protestantismes

Conceptions et pratiques protestantes des relations Églises-État

Durant les trois premières séances, nous avons tout d'abord rappelé, en faisant référence à quelques-unes de nos publications, nos principales orientations de recherches 1) en sociologie générale, 2) en sociologie des religions et 3) en sociologie du protestantisme. Au fil de notre enseignement à l'EPHE, cette explicitation de début d'année nous est en effet apparue de plus en plus nécessaire compte tenu de l'auditoire très diversifié de notre conférence et de l'hétérogénéité de la formation reçue par les uns et les autres. Poursuivant la recherche engagée l'année précédente sur les conceptions et pratiques protestantes des relations Églises-État telles qu'elles apparaissaient chez quelques penseurs protestants d'une part, dans diverses configurations nationales d'autre part (cf. *Annuaire*, t. 115, p. 309-311), nous avons consacré notre conférence de 2007-2008 à une lecture approfondie et une analyse serrée de trois ouvrages d'une importance capitale en sociologie du protestantisme : 1) Alister E. McGrath, *Christianity's Dangerous Idea. The Protestant Revolution. A History from the Sixteenth Century to the Twenty-First* (HarperOne, New York 2007) ; 2) Perez Zagorin, *How the Idea of Religious Toleration Came to the West*, Princeton University Press, Princeton/Oxford 2003 ; 3) Michael Walzer, *La Révolution des Saints. Éthique protestante et radicalisme politique* (1965), Belin, Paris 1987, trad. V. Giroud.

1) Alister E. McGrath permet de s'interroger de façon à la fois historique et épistémologique sur l'émergence et le devenir de la notion même de protestantisme et sur son succès relatif comme auto-désignation ou hétéro-désignation des institutions et groupes chrétiens qui, repérage minimal, ne sont ni catholiques, ni orthodoxes. « Le concept de "protestantisme", souligne l'historien d'Oxford, apparut comme un essai de lier une série d'événements du début du xvi^e siècle pour former une narration commune de transformation » (p. 62), un essai où « le protestantisme développa son sens de l'identité en réponse à des menaces externes et des critiques plutôt que comme le résultat de croyances partagées. En un sens, l'idée de "protestantisme" peut être vue comme la création de ses opposants plutôt que ses supporters » (p. 63). La définition minimaliste qu'Alister McGrath propose du protestantisme est à notre sens pertinente : « le protestantisme désigne une famille de mouvements religieux qui partage certaines

sources historiques et certaines ressources théologiques » (p. 63). L'atout du remarquable parcours d'histoire du protestantisme que propose Alister McGrath est d'avoir réussi à montrer que l'affirmation du principe de la *Sola Scriptura* avait représenté un ébranlement fondamental tant dans la façon d'attester une vérité religieuse – en l'occurrence, celle du christianisme – que dans la façon de la vivre socialement dans une organisation. De fait, le monde protestant est plus caractérisé par des tensions qui lui sont constitutives et par les conflits internes permanents qui le caractérisent que par un fondement commun de croyances et de pratiques. Ce point de vue, assez provocateur, Alister McGrath le défend en déroulant les principales séquences des disputes protestantes au cours des siècles. Loin de considérer qu'un tel état de choses serait une tare contreproductive, l'historien d'Oxford montre au contraire que c'est grâce à cette dynamique conflictuelle qui lui est structurelle que le monde protestant, décidément très diversifié, manifeste une grande adaptabilité au changement socio-culturel. De là sa lecture quelque peu optimiste de la scène protestante du *xxi*^e siècle. Même si nous avons largement suivi Alister McGrath dans son analyse, reste que, s'agissant du protestantisme contemporain, il ne tient selon nous pas suffisamment compte des processus de sécularisation et des changements socio-culturels globaux.

2) L'intérêt de l'ouvrage de Perez Zagorin, professeur émérite d'histoire à l'Université de Rochester, est de montrer que, bien que le christianisme soit selon lui la religion la plus intolérante de toutes les grandes religions mondiales, c'est essentiellement – mais il n'oublie cependant pas Spinoza – à travers des penseurs chrétiens que les concepts de tolérance et de liberté émergèrent en Occident au *xvi*^e siècle, et ce, particulièrement chez les protestants non-orthodoxes des *xvi*^e et *xvii*^e siècles. En soutenant de façon très documentée cette thèse (il analyse particulièrement les « conflits de la tolérance » en Angleterre et aux Pays-Bas au *xvii*^e ainsi que les apports essentiels de John Locke et de Pierre Bayle), il ne s'agit pas pour lui de tomber dans on ne sait quel irénisme ou parti pris : la tolérance a émergé de conflits réels ayant entraîné persécutions, atrocités, guerres. Mais ce qui lui importe de montrer, tout en n'ignorant ni le rôle de l'indifférence religieuse et de l'incroyance, ni celui de l'opportunisme politique dans l'émergence de la tolérance, c'est le rôle important joué par les controverses proprement religieuses internes au monde protestant. Selon Perez Zagorin, « l'idée de tolérance fut elle-même largement inspirée par des valeurs religieuses et fut d'abord fondamentalement de caractère religieux » (p. 289). Face à une historiographie, particulièrement développée en France, présentant la tolérance comme une victoire séculière contre les religions, l'approche de Perez Zagorin, il est vrai plus centrée sur l'Angleterre et les Pays-Bas que sur la France, permet de complexifier l'approche et d'éviter les anachronismes. Mais cette insistance sur les sources religieuses de la tolérance n'empêche pas l'auteur de reconnaître que cette valeur s'est ensuite sécularisée pour devenir ensuite une valeur séculière. On retrouve chez Perez Zagorin l'importance accordée aux conflits dans la dynamique du changement.

3) Michael Walzer, professeur de sciences sociales à l'Université de Princeton, étudie le calvinisme comme idéologie de la discipline et comme système moral et social. Il le fait en analysant la révolution puritaine anglaise et la naissance du radicalisme politique. Textes à l'appui (relatifs notamment au clergé puritain), Michael Walzer montre que les calvinistes « ont déplacé le centre de la pensée politique du prince au saint (ou à un groupe de saints), et ont construit une justification théorique de l'action politique indépendante » (p. 16). C'est ainsi qu'ils ont contribué au processus de modernisation du politique faisant de l'entreprise politique un travail « consciencieux et continu » visant la vertu civique, la discipline et le devoir, éléments qui seront ensuite repris dans la catégorie du « citoyen ». Ce qui lui permet d'écrire que « le saint calviniste ne m'apparaît plus désormais que comme le premier de ces agents autodisciplinés de reconstruction politique et sociale dont l'histoire moderne a connu tant d'exemples » (p. 7). Michael Walzer apporte ici une contribution décisive à la sociologie de la militance révolutionnaire, montrant la puissance sociale des militants qui, n'acceptant pas le monde tel qu'il est, veulent le changer. Ceci présuppose une idée forte de ce vers quoi on veut aller et engendre une ascèse rationnelle conformément au but recherché. Michael Walzer applique ainsi au travail politique la fameuse thèse de Weber sur l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1904-1905) en montrant que les puritains calvinistes ont développé une rationalité du politique et du militaire qui s'est également traduite par un ascétisme séculier analogue à ce qu'avait montré Weber dans le domaine économique.

Ces trois ouvrages constituent des apports essentiels en sociologie du protestantisme ; leur présentation et leur discussion approfondie ont suscité un grand intérêt des auditeurs et étudiants de la conférence.

Pluralisme, politique, religions : approches comparées

Dans le cadre de la coopération avec Washington University (Saint-Louis, Missouri) qui se traduit par des échanges d'étudiants et par un séminaire franco-américain annuel ayant alternativement lieu à Saint-Louis et à Paris, le professeur John Bowen et l'auteur de ces lignes ont entrepris de développer un programme commun d'enseignements sur « Pluralisme, politique et religions » (PPR). Dans cette conférence de 2008, nous avons tout d'abord fait une synthèse des séances de 2007 consacrées à ce champ de recherches (cf. présentation dans le t. 115 de l'Annuaire) et réenclenché la réflexion en montrant tous les problèmes posés par l'emploi même des trois termes « pluralisme », « politique » et « religions ». Tout en explicitant les questionnements relatifs à chacune de ces notions et à leurs mises en rapports, nous avons fait le lien avec nos travaux en sociologie du protestantisme. La pluralisation du christianisme à laquelle le protestantisme a largement contribué, a en effet eu des conséquences politiques directes : se posait dès lors la question de savoir comment exercer une souveraineté politique dans des sociétés où les gens ne partageaient plus la même religion. Faire de la sociologie du protestantisme, c'est aussi être confronté à l'extrême diversité théologique, ecclésiastique et socio-culturelle de cet univers religieux.

Une diversité qui génère aussi bien des problèmes de gouvernance en interne que divers problèmes pour des autorités politiques soucieuses d'identifier des interlocuteurs « légitimes » du monde protestant. Dans le programme PPR, le directeur d'études soussigné investit aussi ses analyses comparatives, à l'échelle européenne, des dispositifs nationaux de gestion de la pluralité religieuse, en particulier ses études comparant la France et l'Allemagne : cf. l'ouvrage collectif que nous avons publié en 2008 avec Matthias Koenig : *Religionskontroversen in Frankreich und Deutschland* (Hamburger Edition) et notre texte étudiant « Les modèles français et allemand de relations Églises-État au défi de l'Europe » (in *La Laïcité en question. Religion, État et société en France et en Allemagne du XVIII^e siècle à nos jours* (Sylvie Le Grand éd.), Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 207-221). Un autre volet qui a été très présent dans cette conférence de 2008, ce sont les travaux effectués par le directeur d'études d'une part en lien avec le Conseil de l'Europe, et d'autre part, dans le cadre du programme européen REDCo : *Religion in Education. A contribution to Dialogue or a factor of Conflict in transforming societies of European Countries*. Ce programme, qui se déroule de 2006 à 2009, a permis d'aborder avec de très riches données d'enquêtes la question de la gestion de la diversité religieuse à l'école. Membre du Comité de direction du Programme National de Recherche 58 « Les religions en Suisse » (2007-2010) du Fonds National Suisse de la Recherche, le directeur d'études a également pu, durant la conférence 2008, intégrer à la réflexion les recherches effectuées dans la Confédération Helvétique (notamment celles du module 1 : « Diversité religieuse et société suisse »). Tout en se déployant dans le cadre de la collaboration entre Washington University (Saint-Louis, Missouri) et l'EPHE, la conférence PPR de 2008 s'est donc largement appuyée sur les recherches effectuées dans le cadre européen.

S'appuyant sur les travaux de REDCo, plusieurs séances ont été consacrées au thème de la diversité religieuse à l'école en Europe à travers la présentation des différents dispositifs nationaux d'enseignements des faits religieux et, surtout, de leurs évolutions récentes face aux défis contemporains d'une inculture religieuse des élèves liée à la sécularisation et d'une pluralisation religieuse accrue avec la présence de fortes minorités musulmanes. Nous présentons ci-dessous une synthèse sur le cas de l'Allemagne.

Dans ce pays, l'enseignement religieux à l'école est la seule discipline scolaire garantie constitutionnellement selon l'article 7.3 de la Loi fondamentale allemande qui stipule que : « L'instruction religieuse dans les écoles publiques est une discipline obligatoire ». La R. F. A. n'est pas un État laïque : on considère que la religion fait partie du patrimoine culturel et que son enseignement doit être un des objets de l'activité scolaire. Il y des *Länder*, comme le Bade-Wurtemberg où l'école publique est elle-même définie comme « école commune chrétienne » (« *christliche Gemeinschaftsschule* »), l'article 16 de la Constitution du Bade-Wurtemberg précisant que « les enfants sont élevés sur la base des valeurs éducatives et culturelles chrétienne et occidentale ». Dans

ce pays où existe un système de cours confessionnels de religion, l'extension du dispositif à d'autres religions, notamment l'islam, ainsi que l'organisation d'un cours alternatif aux cours de religion, constituent les principaux défis. Différentes expériences d'un enseignement relatif à l'islam ont lieu dans les écoles de plusieurs *Länder*, notamment en Rhénanie du Nord-Westphalie. Dans ce Land où les écoles offrent des cours de religion pour les élèves catholiques, protestants, orthodoxes et juifs, la liste a été étendue à des cours de religion musulmane dans un certain nombre d'écoles. Quant aux élèves qui préfèrent opter pour un cours alternatif aux cours de religion, ils peuvent choisir un cours de « philosophie appliquée ». À l'échelle fédérale, la *Conférence sur l'islam* qui, depuis 2006, réunit des représentants des pouvoirs publics et des représentants des organisations musulmanes s'est prononcée en 2008 en faveur d'un enseignement de la religion musulmane donné en langue allemande. D'autres *Länder* ont organisé des cours alternatifs aux cours confessionnels de religion : « philosopher avec les enfants » en Mecklembourg-Poméranie, « éthique » en Thuringe, « valeurs et normes » en Basse-Saxe. Autre évolution observable dans d'autres *Länder* : l'organisation d'un cours s'adressant à tous les élèves quelle que soit leur religion ou leur absence de religion. C'est le choix fait par le Land de Hambourg avec son concept d'un « enseignement religieux pour tous » particulièrement axé sur l'interreligieux et le dialogue entre élèves de religions et de convictions différentes. D'autres exemples d'évolutions sont observables dans les *Länder* de l'ex-R. D. A. L'introduction de l'enseignement religieux à l'école dans l'ex-R. D. A. n'était pas du tout évidente alors même que les mentalités s'étaient habituées à ce que la socialisation religieuse relève des paroisses et non d'une école étroitement contrôlée par l'État qui y enseignait une idéologie marxiste antireligieuse. En Brandebourg fut introduit, en 1996, un enseignement alternatif au cours confessionnel de religion, un enseignement intitulé « *Lebensgestaltung, Ethik, Religionskunde* » (L. E. R.), ce qu'on peut traduire par « Formation à la vie, Éthique, Science des religions ». Mais l'enseignement religieux confessionnel subsista à côté du L. E. R. après la décision de la cour constitutionnelle fédérale suite aux réclamations des Églises qui avaient estimé que l'État ne pouvant pas produire lui-même des valeurs et les imposer, il devait dans ce domaine s'en remettre à l'enseignement religieux dispensé par les Églises à l'école publique. En 2005, à Berlin, le SPD proposa de remplacer le L. E. R. par « un enseignement des valeurs pour tous », ce qui fit rebondir la discussion (on parla même d'un nouveau *Kulturkampf*). Par ailleurs, en Bavière, l'Allemagne fut le théâtre d'un conflit à propos des crucifix dans les salles de classes suite à une plainte introduite par des parents en 1986.

Le directeur d'études ayant été associé, par la direction générale IV du Conseil de l'Europe (Éducation, Culture, Jeunesse) à des travaux préparatoires à la publication du Livre blanc sur le dialogue interculturel, les auditeurs et étudiants de cette conférence 2008 ont pu avoir la primeur des résultats de ces travaux pour ce qui concerne les dimensions religieuses. Le *Livre blanc sur le dialogue interculturel* « *Vivre ensemble dans l'égalité* » a en effet été

publié en mai 2008 et le directeur d'études a pu détailler le contenu et les choix fondamentaux sous-jacents à cette importante brochure maintenant largement traduite et diffusée en Europe : la recherche d'une voie refusant aussi bien l'assimilationnisme qui ne respecte pas suffisamment la diversité culturelle et religieuse que le communautarisme qui remet en cause la cohésion des sociétés en ségrégant les populations qui les composent dans différents mondes culturels. Dans ce cadre, le Conseil de l'Europe promeut une laïcité de reconnaissance et de dialogue vis-à-vis des expressions religieuses, une laïcité de reconnaissance et de dialogue qui se situe clairement dans le cadre du respect des trois piliers de son action : l'État de droit, la démocratie et les droits humains.

Au niveau théorique, le directeur d'études s'est particulièrement intéressé, dans cette conférence, aux analyses d'Amy Gutman, professeur de philosophie politique à l'Université de Princeton, notamment à son concept d'« éducation démocratique » (cf. *Democratic Education with a new Preface and Epilogue*, Princeton University Press, 1999) qui pose de façon pertinente les exigences et problèmes d'une autorité éducative démocratique ayant le souci de reconnaître, dans certaines limites, la diversité culturelle et religieuse.

Avec Mme Danièle Hervieu-Léger, Directrice d'études à l'EHESS, nous avons poursuivi, avec la collaboration d'Erwan Dianteill (Maître de conférences à l'EHESS) et Michaël Löwy (Directeur de recherches au CNRS), le séminaire commun à l'EHESS et à l'EPHE sur *approches et concepts fondamentaux en sciences sociales des religions*, séminaire pour lequel nous avons assuré quelques séances. Dans le cadre de l'antenne EPHE à l'ENS de Lyon, nous avons assuré une séance le jeudi 3 avril 2008 à Lyon sur « Diversités protestantes des rapports au politique ».